



Rapport d'activités 2021

Le Réseau RECI a pour mission de produire des ressources pour aider à la compréhension et à la mise en œuvre des politiques publiques en matière d'intégration, de lutte contre les discriminations et d'égalité des chances.

En 2021, le Réseau RECI a proposé :

- L'organisation de **temps d'échanges de pratiques pour renforcer les parcours d'intégration**
- La **diffusion des travaux menés sur la prévention des discriminations dans le logement et dans le champ scolaire** par des interventions (réponses aux sollicitations institutionnelles et réseaux) et l'organisation de webinaires avec l'ANCT ;
- La valorisation et diffusion des ressources existantes s'appuyant sur une veille mutualisée avec la saisie de **nouvelles notices** dans la base de données bibliographiques, la réalisation et mise à jour de bibliographies thématiques et la diffusion d'actualités via Scoop it ;
- La poursuite de la capitalisation des **démarches territoriales de prévention des discriminations** dans la perspective d'alimenter l'évaluation des contrats de ville.

BASE DE DONNEES DOCUMENTAIRE



Pour rappel, la base de données documentaires comporte plus de 20 000 notices bibliographiques, donnant accès aux ressources produites sur les sujets de travail du réseau RECI et à certains sujets connexes (développement social urbain par exemple).

Pour élargir le champ de la recherche des internautes, la base de données est connectée à celle du Réseau des CRPV (COSOTER), offrant la possibilité de mener des interrogations externes et ainsi

d'accéder à des ressources complémentaires et/ou localisées sur des territoires où le Réseau RECI n'est pas représenté.

En 2021, le Réseau RECI s'est attaché à :

L'alimentation régulière de la base de données documentaire ([http://biblio.reseau-reci.org /](http://biblio.reseau-reci.org/)), par l'entrée de références bibliographiques (locales et nationales) comportant un résumé. **182 notices ont été réalisées en 2021** (contre 357 en 2020).

En 2021, la base de données documentaire en ligne a reçu **9505 visites de sa page d'accueil** (contre 11038 en 2020). La mise en place des statistiques de consultation via le logiciel de gestion documentaire donne des éléments d'informations complémentaires :

- Nombre de sessions (nombre de visites, quelle que soit la « page » consultée) : **140451 en 2021** (77953 en 2020)
- Nombre de consultations des notices via le permalink (lien précis et pérenne d'une notice, ce lien peut être placé dans une bibliographie par exemple ou être accessible via les moteurs de recherche) : **43619 consultations en 2021** (26093 sur l'année 2020)
- **25850 documents numériques consultés** (12488 en 2020).

Parmi les documents numériques consultés, on retiendra notamment des productions du réseau RECI : la bibliographie « Education -Discrimination, diversité, intégration, égalité des chances » (217 téléchargements contre 461 en 2020) ; « Lutter contre les ségrégations scolaires : Ce que nous apprennent les expériences nationales et internationales » (116 téléchargements. Travail de benchmark mis en ligne en janvier 2021) ; le « Point de vue sur... La laïcité au service du lien social » (100 téléchargements contre 104 en 2020)

On notera qu'afin d'augmenter la qualité du service rendu, la base de données permet désormais le stockage grande capacité des documents numériques, ce qui permet comme précisé ci-dessus d'augmenter la consultation des documents numériques.

À la suite de ces consultations, des demandes documentaires parviennent aux différentes structures (demande d'emprunt de documents, de coordonnées de structures ressources...).

Une veille informative et documentaire permet d'optimiser l'alimentation de la base de données et est mise à profit pour le portail européen sur l'intégration. L'ensemble des membres du réseau contribue à cette activité de veille.

L'administration de la base de données est assurée par l'IREV et l'ORIV, tout comme l'assistance.

SITE INTERNET

Mise à jour et alimentation du site internet avec les productions du Réseau RECI : Notes, bibliographies thématiques.

Ont été mis en ligne durant l'année 2021 :

- Publication - Lutter contre les ségrégations scolaires : Ce que nous apprennent les expériences nationales et internationales – Janvier 2021
- Webdocumentaire « Optimiser les parcours d'intégration » Capitalisation des travaux menés en Hauts-de-France - mars 2021
- Webinaire - Cités éducatives, égalité et justice sociale : S'outiller pour prévenir les discriminations. – 21 juin 2021 – Synthèse
- Webinaire - Les discriminations dans le logement : Etat des savoirs et leviers de l'action publique - 21 septembre 2021- Synthèse
- Bibliographie « Discriminations et logement » - septembre 2021

Une bibliographie sur le thème de la crise sanitaire a été réalisée en 2021 et sera publiée sur le site internet en 2022.

Les statistiques de consultation du site internet durant la période de janvier à décembre 2021 font état de 2745 visites (contre 1766 visites en 2020), 2712 visiteurs différents (contre 1754 en 2020), et 5814 pages vues (contre 4069 en 2020).

Par ailleurs, le webdocumentaire intitulé « Prévenir les risques de discriminations ethno-raciales dans le champs scolaire » paru en décembre 2020 est toujours consulté. En janvier 2022, il réunit 1200 vues.

La vidéo qui l'accompagne, publiée sur la chaîne Youtube de l'une des structures membres, l'IREV, cumule 80 vues.

SCOOP-IT IMMIGRATION, INTEGRATION, DISCRIMINATIONS

Depuis 2015, le Réseau a renforcé la mutualisation de ce travail de veille et alimente un panorama de presse sur internet (<http://www.scoop.it/t/immigration-integration-lutte-contre-les-discriminations>).

En 2021, 90 nouvelles ont été partagées sur le scoop-it du réseau RECI. Celles-ci ont été vues à 604 reprises. Au total, 499 visiteurs ont consulté le panorama de presse.

En 2020, il y avait 826 vues, 682 visiteurs, 126 publications.

L'alimentation de ce panorama et la communication sur cet outil se poursuivent en 2022.

STRATEGIE DE COMMUNICATION - LETTRE D'INFORMATIONS

Compte tenu des évolutions des outils et usages, le Réseau a initié en 2021 une réflexion à propos de sa stratégie de communication et l'articulation de ses différents outils, couplée à une présence essentielle dans les différentes plateformes déployées par les réseaux d'acteurs et/ou institutions.

En 2020, le réseau a publié sa première lettre d'informations électronique. L'objectif de cette publication est de mettre en valeur le site internet, les productions, faire la promotion du portail intégration et valoriser la base documentaire ainsi que le panorama de la presse.

En juin 2021, le réseau a publié sa [lettre d'informations n°2](#). Ce numéro de notre lettre d'information présente les publications des travaux menés par le Réseau RECI. Plus particulièrement ceux consacrés aux discriminations dans le champ scolaire et à la qualification des acteurs pour des parcours d'intégration optimisés. Les différentes contributions du Réseau des derniers mois, pour le Portail européen sur l'intégration, sont présentées. Pour finir, une sélection resserrée de ressources documentaires récentes est également proposée.

Cette lettre a été transmise à une base de données regroupant 159 adresses électroniques. 154 de ces destinataires l'ont effectivement reçue. Parmi eux, 37 l'ont ouvert (soit 23 % des destinataires), ce qui a généré 18 clics (11,69 % des courriers reçus). Au total il y a eu 162 ouvertures. Ces statistiques sont stables par rapport à la lettre d'informations de 2020, qui a généré 41 ouvertures et 15 clics. La première lettre d'information comptabilisait 244 ouvertures au total. Une baisse qui peut s'expliquer par une moindre diffusion par l'ensemble des membres. Les articles les plus consultés de la lettre d'informations 2021 sont les synthèses du réseau, ainsi que les bibliographies.

L'outil que nous utilisons pour envoyer ces e-mails publie les données statistiques moyennes nationales, à titre de comparaison¹. Ces données permettent de mettre en contexte nos propres résultats. Ainsi, le taux d'ouverture moyen des organismes à but non lucratifs est de 25% en moyenne. Le taux de clics moyen est de 2,79 %.

PORTAIL EUROPEEN SUR L'INTEGRATION

LE PROJET

Depuis avril 2009, la Commission européenne a lancé un portail consacré à l'intégration des ressortissants de pays tiers, dans les 27 pays membres de l'Union Européenne :

<http://ec.europa.eu/ewsi/fr/>.

Ce portail a pour ambition de proposer un forum à l'ensemble des acteurs qui travaillent sur les questions d'intégration des pays membres, afin d'échanger des ressources, des contacts et des informations sur des projets et pratiques d'intégration.

Un réseau composé de 27 coordinateurs nationaux et d'un expert européen de l'intégration (Migration Policy Group – MPG) alimente quotidiennement le Portail.



En France, le réseau RECI, et en son sein l'ORIV, assure le pilotage et la coordination du projet. Cette action consiste dans le recensement et la valorisation de ressources (nouvelles/actualités, documents, événements), la rédaction de « notes thématiques » (dont les sujets sont définis par la Commission Européenne), l'élaboration de fiches qui présentent des expériences novatrices sur le thème de l'intégration entendu au sens large, incluant notamment celles relatives à la lutte contre les discriminations. Il s'agit également d'assurer la promotion du portail européen sur l'intégration.

Chaque année, un temps de travail (« Editorial board ») est organisé à Bruxelles, pour permettre à la Commission Européenne, à Migration Policy Group et aux 27 coordinateurs nationaux de se rencontrer, d'échanger sur les nouveautés du portail, sur les pratiques concernant sa mise à jour...

¹ <https://mailchimp.com/fr/resources/email-marketing-benchmarks/>

LES ACTIVITES 2021

En 2021, le Réseau RECI a **mis en ligne plusieurs ressources sur le portail** : 23 actualités (contre 8 en 2020), 22 documents (contre 16 en 2020) et 3 annonces d'évènements nationaux. Des résumés analytiques détaillent le contenu de l'information donnée ou des rapports présentés et permettent de se saisir rapidement des informations proposées.

Par ailleurs, les internautes ont la possibilité de consulter les articles, les documents présentés, de manière plus détaillée.

Le réseau a également **valorisé 5 expériences** sur le portail (tout comme en 2020) :

- Cycle de qualification « Prévenir les risques de discriminations dans l'accès au logement social » – Expérience portée par l'IREV, Centre de ressources Politique de la ville Hauts-de-France
- Création de l'association « Le temps d'un toit » par la Pastorale des migrants
- Programme de co-training "réfugiés-salariés" en entreprise – Expérience portée par l'association Kodiko
- WATIZAT, un guide pour favoriser l'accès à l'information des personnes exilées – Expérience portée par l'association Watizat
- Des fiches pratiques pour lutter contre les discriminations dans l'accès au logement - Expérience portée par la FAPIL - Fédération des Associations et des Acteurs pour la Promotion et l'Insertion par le Logement

Vous pouvez retrouver la présentation de ces expériences sur le Portail, : https://ec.europa.eu/migrant-integration/integration-practices/en?f0%5B0%5D=geographic_area%3A99

En 2021, les coordinateurs nationaux, dont le Réseau RECI, ont été sollicités par la Commission Européenne, pour contribuer à différents travaux :

- **Impacts de la dématérialisation des services/démarches concernant les ressortissants de pays tiers, durant la pandémie**

Les ressortissants de pays tiers, dans les 27 pays de l'Union Européenne, ont été touchés de manière plus importante que d'autres publics par la pandémie de Covid-19, à la fois physiquement et en termes d'accès aux informations et aux services. L'adaptation des systèmes, pour permettre la fourniture de services en ligne, a été un élément clé de cette crise sanitaire mondiale. Cependant, les analyses montrent très clairement que les migrants, ainsi que d'autres groupes vulnérables et isolés dans l'Union Européenne, ont eu un accès aux services en ligne difficile, voire impossible pendant la pandémie. Il a fallu déployer des efforts plus importants et concertés pour favoriser un usage optimisé du numérique.

Cette nouvelle note d'analyse examine quels étaient les services déjà en ligne avant la crise sanitaire, mais également ceux qui ont été initiés durant celle-ci et enfin, les nombreux freins qui empêchent les migrants d'accéder à ceux-ci.

Cette analyse identifie également une sélection de pratiques innovantes en matière de numérisation des services concernés.

Le Réseau RECI a également réalisé la mise à jour de la fiche qui présente, de manière synthétique, la politique d'intégration menée par la France : la législation, les statistiques, les publics visés, les acteurs concernés.

https://ec.europa.eu/migrant-integration/country-governance/governance/france_fr

LA MISE EN PERSPECTIVE PAR LA PRODUCTION ET LA DIFFUSION DE CONNAISSANCES

PREVENTION DES DISCRIMINATIONS DANS LE CHAMP SCOLAIRE

Dans la continuité des travaux menés sur les discriminations systémiques et le poids de l'origine ethnique dans ces processus, le réseau s'est intéressé aux phénomènes de ségrégations scolaires. Il a ainsi publié en janvier 2021 un benchmark intitulé "[Lutter contre les ségrégations scolaires : Ce que nous apprennent les expériences nationales et internationales](#)"

Ce document s'est intéressé aux expérimentations nationales et internationales ayant pour objectif de lutter contre les formes de ségrégation scolaire. L'ambition de ce document était de mettre en avant les initiatives repérées. De plus, il s'agissait de dégager des leviers d'action permettant d'une part d'agir de manière systémique et d'autre part de lutter contre les processus de discriminations ethno raciales.

La compréhension de ces processus de ségrégation nous a permis de mettre en avant quelques leviers d'action :

- Agir sur les stratégies individuelles des familles,
- Inclure dans les stratégies de déségrégation les établissements privés,
- Repenser l'attractivité des établissements dans les contextes les plus défavorisés,
- Associer les acteurs du logement et interroger les stratégies de peuplement pour limiter la ségrégation urbaine.

C'est à ce titre que le réseau RECI a intégré, en tant qu'auditeur libre, le groupe pilote thématique "Education et renouvellement urbain" animé par l'ANRU dans le cadre du programme des Cités éducatives. Au sein de ce groupe pilote, plusieurs ateliers thématiques en découlent. Le réseau a fait le choix de participer plus particulièrement au groupe de travail "mixité scolaire et sociale" (séances plénières, temps de réflexion partagés et visites de sites) au sein duquel les travaux menés par le réseau RECI ont pu être diffusés.

Cette participation a permis de nous nourrir d'expériences locales visant à faire de l'école un levier d'attractivité à part entière. L'articulation des politiques d'habitat, de peuplement et d'éducation est essentielle et a été largement mise en perspective.

Cet enjeu permet au réseau RECI de poursuivre le travail de réflexion et d'articulation entre le champ de la prévention des discriminations dans l'accès au logement et dans le champ éducatif avec comme perspective centrale de limiter les phénomènes d'assignation à résidence et de ségrégation scolaire.

Le dialogue et le partage avec les équipes de l'ANCT (Mission Grande équipe de la réussite républicaine, Programme Cités éducatives) autour des dynamiques initiées depuis 2019 ont incité le Réseau à prioriser en 2021 la diffusion des résultats de ces travaux et la poursuite de l'effort de capitalisation de travaux de recherches, d'initiatives et d'expériences.

En investissant différents espaces de dialogue existant entre les acteurs locaux et nationaux, il s'agissait d'apporter des points d'appui à la réflexion des acteurs locaux et nationaux afin de concilier une double approche :

- Le questionnement autour des pratiques professionnelles ;
- La prise en compte systémique des processus à l'œuvre.

Cela s'est traduit par une intervention du réseau RECI dans le cadre du forum des initiatives organisé par la coordination nationale des Cités éducatives (ANCT – DGESCO) le 13 janvier 2021. Cette intervention avait plusieurs objectifs. Il s'agissait de faire connaître, diffuser les travaux réalisés par le Réseau et permettre aux acteurs des Cités éducatives d'être sensibilisés à la prise en compte de cette problématique dans leurs réflexions et leurs pratiques.

Suite à cette intervention et dans la continuité des travaux, le réseau RECI a souhaité aller plus loin en proposant un webinaire dédié aux Cités éducatives le 21 juin 2021. Intitulé "Cités éducatives, égalité et justice sociale : s'outiller pour prévenir les discriminations", il visait à réfléchir de manière systémique au fonctionnement des institutions et à ce qu'elles peuvent produire en matière de discriminations. A ce titre, les Cités éducatives constituent un laboratoire d'expérimentation. Pour le réseau, il ne s'agissait pas d'incriminer ou de pointer du doigt, mais bien d'objectiver le sujet grâce à l'apport de connaissances et de ressources.



Trois questions ont guidé les échanges avec Barbara Fouquet Chauprade, sociologue (Université de Genève) :

- En quoi la compréhension des phénomènes de discrimination peut-elle alimenter et enrichir les coopérations initiées et à venir au sein des cités éducatives ?
- Quelles alliances peuvent permettre d'engager une réflexion collective partagée sur les modes d'action et de pensée des différents acteurs ?
- Comment agir et quelles démarches initier pour prévenir les discriminations ?

Environ 75 acteurs des Cités éducatives ont participé à ce webinaire. Une synthèse a été réalisée et publiée.

Parallèlement et toujours dans l'intérêt de diffuser nos travaux, le réseau a présenté ce travail aux collègues des CRPV du groupe éducation du réseau national des centres ressources politique de la ville, le 2 juillet 2021. Au-delà de faire connaître nos travaux, c'était l'occasion pour les CRPV présents de prendre connaissance de ce travail et de s'en saisir pour leur propre territoire.

LOGEMENT ET MIXITE SOCIALE

Après la publication de la note [Les Conventions Intercommunales d'Attribution : une opportunité pour concilier la mixité sociale et l'égalité de traitement ?](#) en janvier 2020, et compte tenu de l'intérêt suscité par ce travail, le Réseau RECI a poursuivi sa diffusion à l'échelle nationale comme locale auprès :

- D'associations d'élus, d'organisations liées au logement (USH, FAPIL notamment),
- D'intercommunalités concernées par la politique de la ville et en particulier par les réformes pointées,
- De services de l'Etat déconcentrés,
- Des unions régionales de l'habitat...

Entre autres, avec l'appui des services de l'ANCT (Grande Equipe), cette note a été présentée et discutée avec plusieurs acteurs ou instances :

Le 12 mars 2021 : Présentation de la note et échanges avec les services de l'ANCT (Grande Equipe et Programme Renouvellement urbain - Habitat)

Le 19 mai 2021 : **Le réseau RECI a été auditionné par le CNV (Conseil national des villes) dans le cadre des travaux préparatoires** à la publication d'un avis sur la mixité sociale². **Son expertise a été sollicitée sur la question de la mixité dans le logement**, à partir des réflexions et préconisations issues de la note technique sur les Conventions Intercommunales d'Attribution.

² http://www.labo-cites.org/system/files/documents/articles/2021-09/2021_09_09_AVIS_Mixites_une_richesse_une_necessite.pdf

Le 10 juin 2021 : Suite à cette audition, **un échange plus approfondi a été organisé avec Mme Sylvie Charrière, députée LREM de la Seine-Saint-Denis** et membre du groupe de travail du CNV autour des enjeux de mixité et du projet de loi 3D.

Le 9 et 10 septembre 2021 : **Rencontres Acteur·rices Chercheur·es (RAC)**

Ces 1ères rencontres Acteur·rices Chercheur·es (RAC) étaient organisées par le **laboratoire du CNRS « TEPP »**. Sa thématique était « **Discriminations ethno-raciales et quartiers prioritaires** » et le souhait était de proposer un espace de réflexion et d'information entre chercheurs et acteurs de terrain sur ces questions. Pendant deux jours, les tables rondes et les échanges organisés ont permis à la vingtaine de personnes invitées de confronter leur actualité (emploi, logement, collectivités...) et de réfléchir collectivement aux modalités pour faire avancer la prévention des discriminations. **En prolongation de ces rencontres, un numéro hors-série des « Cahiers de la LCD », reprendra et prolongera ce qui s'est dit (interventions et échanges subséquents) et pensé (idées nouvelles ayant germé).**

Le 21 septembre 2021 : **Webinaire « Les discriminations dans le logement : Etat des savoirs et leviers de l'action publique »**

Organisé par le Réseau RECI et avec le soutien de l'équipe de l'ANCT, **ce webinaire s'adressait aux acteurs en charge du logement, du renouvellement urbain et de la politique de la ville**. Il avait pour ambition d'éclairer et d'outiller les acteurs à travers trois questions :

- De quoi parle-t-on lorsque l'on évoque les processus de discriminations dans le champ du logement ?
- Peut-on opérer une distinction entre le parc social et le logement privé ?
- Quelles sont les pistes de solution et les leviers d'action pour favoriser la mixité sociale et la mobilité résidentielle ?

Ce webinaire s'est articulé autour d'une première intervention de cadrage proposée par **Thomas Kirszbaum**, chercheur associé à l'Institut des Sciences sociales du Politique, enseignant à Sciences Po Saint-Germain-en-Laye, permettant d'objectiver les processus de discriminations dans le champ du logement et de clarifier leurs manifestations dans un contexte prônant les enjeux de mixité et de droit au logement.

Puis, le réseau RECI est intervenu pour présenter ses éléments de recherche et de réflexions à travers la note publiée « **Les Conventions Intercommunales d'Attribution : une opportunité pour concilier la mixité sociale et l'égalité de traitement ?** ».

Enfin, **A. Sarton du Jonchay**, Cheffe de projet Habitat de l'Eurométropole de Strasbourg a fait un retour d'expérience sur la mise en œuvre de leur Convention Intercommunale d'Attribution³.

Ce webinaire a réuni 80 participant.es. Le replay est disponible sur Youtube via la Grande équipe⁴ ou via le site du Réseau RECI.

Le 25 octobre 2021 : toujours en lien avec la note sur mixité sociale et CIA, **un premier échange a eu lieu avec l'USH et devrait déboucher en 2022 sur une présentation de cette note à la commission « attributions, mixité et gestion sociale ».**

³ Accéder au programme du webinaire : <http://reseau-reci.org/wp-content/uploads/2021/09/RECI-webinaire-Discriminations-logement-2021-09-21.pdf>

⁴ Accéder au replay : <https://acteurs.lagrandeequipe.fr/article/41932>

« PREVENTION ET LUTTE CONTRE LES DISCRIMINATIONS DANS LES CONTRATS DE VILLE »

Suite à la relance des Plans territoriaux de lutte et de prévention des discriminations annoncée lors du Comité Interministériel des Villes du 29 janvier 2021, le Réseau RECI proposait de poursuivre son travail de capitalisation en s'appuyant en particulier sur les démarches locales accompagnées par les membres du Réseau sur leur territoire respectif. En 2021, seul l'IREV a été fortement sollicité dans son territoire d'intervention sur ce sujet, avec le soutien de la préfecture des Hauts-de-France qui a souhaité relancer la dynamique en région puisque très peu de plans avaient été formalisés jusqu'alors.

Ce travail pourrait alimenter une capitalisation dédiée à l'occasion de l'évaluation des contrats de ville en 2022, faisant écho aux deux notes du réseau établies au démarrage des contrats de ville.

L'ORGANISATION D'ÉCHANGES DE PRATIQUES POUR RENFORCER LES PARCOURS D'INTEGRATION

Le réseau RECI a conçu un module d'échanges de pratiques, permettant de répondre à l'enjeu de « renforcement de la formation ou de la qualification des acteurs en charge de mettre en place les parcours d'intégration dans les territoires ». Il s'adresse aux professionnels et aux porteurs de projets œuvrant pour mettre en place des actions dans le cadre du parcours d'intégration. Le contenu vise à apporter des éléments sur la notion de « parcours d'intégration » et disposer d'outils ou de supports pour la mise en œuvre d'actions. Ce module a été conçu initialement sur une journée.

En 2021 la déclinaison de ce projet s'est traduite concrètement par l'organisation d'une journée régionale en région Auvergne Rhône Alpes (AURA) le 12 octobre 2021. Elle a permis des échanges d'expériences et le croisement des regards sur la problématique de l'accès au droit / aux droits des étrangers primo-arrivants dans le cadre d'ateliers participatifs. Cette action a permis de mobiliser plus d'une centaine d'acteurs de la Région AURA dans les locaux de la Préfecture de Lyon.

Les membres du réseau RECI ont été mobilisés en amont pour préparer le contenu de cette journée, travailler sur le sens et les objectifs. Ils ont également produit des supports pour permettre l'animation de la journée.

Ils sont également intervenus pour présenter des éléments de cadrage et pour rendre compte des échanges des quatre ateliers participatifs.

Ce temps d'échanges va contribuer à l'élaboration de la feuille de route pour l'intégration sur le territoire, dans la perspective des attentes exprimées dans les circulaires du 27.12.2019 et du 17.02.2021 émanant du ministère de l'Intérieur.

Dans cette perspective et afin de "garder trace" des échanges et préconisations, les membres du Réseau ont élaboré un document permettant de remettre en perspective la richesse des échanges de cette journée.

Ce document remis au SGAR Auvergne Rhône Alpes a été enrichi d'une vidéo (conçue par Babylone Prod sur la base de captation visuelle lors de la journée du 12 octobre 2021) retraçant visuellement les moments forts de la journée et ses objectifs.

FONCTIONNEMENT DU RESEAU

➔ Organisation de réunions de travail entre membres du Réseau (Directeurs(trices) / Chargés de mission et Chargés d'Information et de Documentation)

Elles consistent en quatre à cinq rassemblements de deux jours, par an environ. Ces réunions permettent la mise en commun des projets. Elles donnent lieu à un travail de production collective sur les sujets inscrits au programme de l'année mais aussi à un partage des problématiques de chaque territoire et des échanges sur l'actualité et les dossiers thématiques inscrits au programme de travail.

Ces temps de discussion permettent également le fonctionnement du réseau et ont une fonction prospective.

En raison de la crise sanitaire, le réseau RECI a organisé ses réunions en visio au 1^{er} semestre 2021, aux dates suivantes :

- 15 janvier
- 25 – 26 mars
- 28 mai
- 10-11 juin

Au second semestre, le réseau a souhaité reprendre les réunions en présentiel et s'est ainsi réuni :

- Le 24 septembre à Bordeaux
- Les 25-26 novembre à Strasbourg.

Après 15 ans de fonctionnement, le Réseau a également souhaité prendre un peu de recul et interroger ses pratiques et modalités de travail collectif. Un séminaire de réflexion interne a ainsi été pensé et mis en œuvre afin de renforcer / renouveler la dynamique collective.

La préparation a mobilisé le travail collectif de 3 représentantes du réseau aux fonctions différentes (directrice de Cofrimi, directrice de projet de l'ORIV, chargée d'information – documentation – communication de l'IREV) : rédaction du cahier des charges, sollicitation de prestations d'accompagnement, préparation avec le prestataire retenu.

Le séminaire s'est déroulé sur deux journées (23 septembre à Bordeaux, 19 octobre à Paris) et a bénéficié de l'accompagnement de Christine Giraud, SCOP Accolades.

Le séminaire a permis notamment de :

- renforcer la connaissance mutuelle de l'ensemble des membres (compétences et expériences hors champ du réseau notamment),
- identifier la nécessité de décloisonner certains chantiers pour renforcer le travail collectif et la transversalité,
- renouveler les modes d'organisation et de travail du réseau dans une perspective de fonctionnement plus horizontal.

Les éléments issus de ce travail seront mis à profit à partir de 2022, en termes de fonctionnement comme de sujets à traiter dans le cadre du programme de travail.